

Crise agroalimentaire : jouer à grande échelle la carte de la proximité

Une fois encore, la crise du maillon faible que sont les agriculteurs surendettés vient masquer la crise du système agro-industriel de production et de distribution auquel ils sont enchaînés.

Que des dizaines de milliers d'éleveurs n'arrivent pas à vivre de leur travail était d'ailleurs tellement prévisible qu'on en vient à se demander si cette crise n'est pas chargée d'accentuer la mise en place du système de production agricole industrielle type usine à mille vaches.

Une fois encore, des organisations professionnelles agricoles qui poussent à produire toujours plus, se présentent comme les défenseurs des petits et moyens producteurs qu'elles ne cessent d'enfoncer.

Une fois encore, la grande distribution jure la main sur le cœur qu'elle n'est pas dans la guerre des prix, alors qu'elle est l'un des principaux bénéficiaires de la loi de modernisation économique adoptée en 2008 permettant le développement de grandes surfaces commerciales et le renforcement de leur pouvoir de négociation sur le dos des fournisseurs.

Une fois encore, la question agricole est traitée dans l'urgence en proposant des mesures de sauvetage qui n'ont rien d'une réponse durable à la question alimentaire.

Une autre urgence démocratique et économique s'impose : celle de répondre à une demande croissante au sein d'une population européenne de plus en plus sensible et préoccupée par la qualité de son alimentation et consciente qu'un prix exagérément bas a forcément un coût en matière de santé, d'environnement, de précarité et de chômage.

À l'échelle européenne, des dizaines de milliers de jeunes attendent d'être accompagnés -et non pas entravés- pour se construire un avenir professionnel dans les métiers de l'alimentation saine.

Des centaines de milliers de professionnels installés souhaitent le développement de filières de proximité où la valeur ajoutée ne soit pas captée par l'un de ses acteurs, mais valorise le travail et les métiers de tous, qu'ils soient éleveurs, bouchers, restaurateurs ou commerçants. Des consommateurs, par millions, et de plus en plus nombreux au sein des générations montantes, sont prêts à faire un effort en faveur des circuits de proximité pour s'approvisionner en alimentation de qualité. Et les mêmes, et d'autres, plus nombreux encore, en tant que citoyens, attendent que l'impôt serve davantage au développement d'activités et d'emplois durables dans tous les territoires où ils vivent.

Les collectivités territoriales ont donc un rôle majeur à jouer pour répondre à ces attentes grandissantes et activer cet énorme potentiel productif. Villes, communautés de communes et d'agglomération, départements, Régions: de par leurs compétences respectives et leurs responsabilités, toutes sont à même d'engager des politiques publiques cohérentes et convergentes qui favorisent le développement à grande échelle de filières alimentaires de proximité et de qualité. En matière d'alimentation, proximité et qualité sont en effet intimement liées. La culture de la qualité n'est pas seulement l'application d'une norme, mais le fruit d'un dialogue permanent, par tous les acteurs d'une filière qui s'intéressent autant à la qualité des produits qu'aux modes de production, de transformation et de distribution et à leurs impacts.

Les contours de telles politiques alimentaires pourraient être :

En terme de marchés publics pour la restauration scolaire, les hôpitaux, les maisons de retraite, les collectivités locales, d'inclure dès à présent des clauses territoriales en matière d'approvisionnement. Aux collectivités d'être aux avant-postes de la construction de la loi et de faire pression sur le législateur pour la modifier.

De soutenir le développement de marchés, en organisant des rencontres territoriales entre acteurs des métiers de bouche (producteurs, transformateurs, épiciers, restaurateurs, traiteurs...).

D'encourager le développement d'abattoirs et de conserveries de proximité pour des usagers multiples (agriculteurs, restaurateurs, associations caritatives...)

De mettre en place une politique foncière volontariste et ambitieuse pour soutenir l'installation de jeunes producteurs.

De favoriser la conservation et le développement des variétés de plantes et des espèces animales adaptées aux terroirs et à l'évolution climatique, plutôt que de les sélectionner pour s'adapter à des contraintes de production industrielle.

De renforcer les politiques de coopération décentralisée pour permettre à des communautés paysannes d'autres continents de produire une alimentation saine et diversifiée à proximité, là où les gens sont pauvres, ont faim, souffrent de la malnutrition et sont condamnés à l'exode.

En espérant que les élections régionales du mois de décembre déboucheront enfin sur des engagements clairs et forts en matière de politiques alimentaires de proximité.

Minga, le 04/08/2015